



# Assemblée générale

Distr. générale  
27 février 2012  
Français  
Original: anglais

---

## Conseil des droits de l'homme Groupe de travail sur la détention arbitraire

### Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention arbitraire à sa sixième session, 2-6 mai 2011

#### N° 15/2011 (Chine)

#### Communication adressée au Gouvernement le 3 février 2011

Concernant: Liu Xiaobo

#### L'État n'est pas partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010.

2. Le Groupe de travail a adressé une communication au Gouvernement le 3 février 2011 et a reçu une réponse le 13 avril 2011. Il se félicite de la coopération du Gouvernement.

3. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États

intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

4. L'affaire concerne Liu Xiaobo. Le Groupe de travail a examiné en même temps le cas de Liu Xia, qui est mariée à Liu Xiaobo (voir avis n° 16/2011, adopté le 5 mai 2011).

5. Le Groupe de travail signale que plusieurs autres avis ont été rendus en ce qui concerne le non-respect par la Chine de ses obligations internationales en matière de droits de l'homme (voir avis n° 26/2010 et n° 29/2010). Il rappelle à la Chine qu'elle est tenue, en vertu du droit international des droits de l'homme, de veiller à ce que nul ne soit détenu arbitrairement et à ce que les personnes détenues arbitrairement soient remises en liberté et reçoivent une indemnisation. Le devoir de respecter les normes internationales relatives aux droits de l'homme n'incombe pas seulement au Gouvernement mais aussi à tous les fonctionnaires investis de responsabilités dans ce domaine, y compris les juges, les policiers et agents de sécurité et le personnel pénitentiaire. Nul ne peut contribuer à la perpétration de violations des droits de l'homme.

6. La Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, s'inquiétant de la situation des défenseurs des droits de l'homme en Chine, a plusieurs fois mentionné Liu Xiaobo et demandé sa libération.

7. Après l'attribution du prix Nobel de la paix à Liu Xiaobo, le Président du Groupe de travail, le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, le Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats et le Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme ont publié un communiqué de presse conjoint à son sujet, le 11 octobre 2010. Le Groupe de travail procède à présent à l'examen de l'affaire quant au fond, à la lumière des informations reçues de la source et de la réponse du Gouvernement.

### **Informations reçues**

#### *Communication émanant de la source*

8. L'affaire est résumée ci-après telle qu'elle a été rapportée au Groupe de travail sur la détention arbitraire: Liu Xiaobo, citoyen chinois né le 28 décembre 1955, est un militant des droits de l'homme et un homme de lettres. Il réside habituellement à Qixian, à Beijing.

9. Il a été arrêté le 8 décembre 2008 à son domicile par des policiers du Bureau de la sécurité publique de Beijing. Les policiers n'ont pas indiqué les raisons de son arrestation, se contentant de produire un mandat d'arrêt dans lequel aucune infraction n'était spécifiée. Ils ont fouillé le domicile de Liu Xiaobo et saisi des ordinateurs et d'autres objets.

10. Liu Xiaobo a été détenu au secret du 8 décembre 2008 au 31 décembre 2008 et s'est vu refuser l'accès à sa famille et à un avocat. Il a reçu deux visites de son épouse au centre de conférence Xiaotangshan après le 31 décembre 2008 mais il a été placé à l'isolement jusqu'au 23 juin 2009.

11. Le 23 juin 2009, Liu Xiaobo a été officiellement arrêté pour incitation à la subversion du pouvoir de l'État. Il a été détenu dans le centre de détention n° 1 de Beijing jusqu'au 24 mai 2010 puis transféré à la prison de Jinzhou, dans la province du Liaoning, où il se trouve toujours.

12. Le 10 décembre 2010, la première chambre du parquet populaire municipal de Beijing a soumis l'acte d'accusation contre Liu Xiaobo. Le ministère public a fait valoir que Liu Xiaobo avait agi au mépris de la loi et, en colportant des rumeurs et des propos diffamatoires, incité à la subversion du pouvoir de l'État et au renversement du système socialiste, en violation de l'article 105 2) du Code pénal de la République populaire de Chine. La source affirme que ces accusations étaient fondées sur la participation de Liu Xiaobo à la «Charte 08» et sur la publication de six articles écrits par lui. Elle informe le Groupe de travail que la «Charte 08» est un document rédigé par un certain nombre d'intellectuels, dont Liu Xiaobo, demandant une réforme politique en Chine.

13. Le 23 décembre 2009, Liu Xiaobo a été traduit devant le tribunal populaire intermédiaire n° 1 de la municipalité de Beijing. La source affirme que les autorités chinoises ont considérablement limité l'accès à l'audience: les journalistes et les représentants diplomatiques étrangers ainsi que les membres de la famille de Liu Xiaobo, à l'exception de deux d'entre eux, se sont vu refuser l'entrée dans la salle d'audience pour le procès. La police a empêché Liu Xia, l'épouse de Liu Xiaobo, de quitter son domicile et d'assister au procès. L'audience a duré deux heures, et le temps de parole de la défense a été limité à quatorze minutes.

14. Le 25 décembre 2009, Liu Xiaobo a été déclaré coupable d'incitation à la subversion du pouvoir de l'État et condamné à onze ans d'emprisonnement et deux ans de déchéance des droits politiques. Le 9 février 2010, le tribunal populaire supérieur de la municipalité de Beijing a rejeté l'appel.

#### *Réponse du Gouvernement*

15. Dans sa réponse, reçue le 13 avril 2011, le Gouvernement affirme que les citoyens chinois jouissent du droit à la liberté d'expression, y compris le droit de critiquer le Gouvernement. Il note que l'exercice de la liberté d'expression peut être soumis à des restrictions en vertu des articles 51 et 54 de la Constitution de la République populaire de Chine, conformément au paragraphe 3 de l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Il fait valoir que les critères justifiant de telles restrictions énoncés au paragraphe 3 de l'article 19 du Pacte sont présents en l'espèce.

16. Le Gouvernement déclare que la Chine est une nation qui respecte l'état de droit. Liu Xiaobo a été condamné pour l'infraction pénale d'incitation à la subversion du pouvoir de l'État et non pour des activités de promotion ou de protection des droits de l'homme. Les tribunaux ont strictement appliqué les dispositions du droit procédural interne, en autorisant Liu Xiaobo et ses avocats à présenter sa défense et en permettant à des membres de la famille de Liu Xiaobo d'assister à l'audience.

#### *Commentaires de la source*

17. La source affirme que la détention de Liu Xiaobo résulte directement de ses écrits, y compris sa participation à la «Charte 08», qui contiennent des appels pacifiques à la réforme démocratique et à la protection des droits de l'homme en Chine.

18. L'inculpation et le verdict citent la participation de Liu Xiaobo à l'élaboration de ces documents comme fondement des poursuites. La position du Gouvernement faisant valoir que Liu Xiaobo a été poursuivi pour une infraction pénale ne change rien au fait que les charges retenues contre lui sont directement liées à l'exercice du droit fondamental à la liberté d'expression.

## Délibération

19. L'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme interdit les arrestations et la détention arbitraires, en déclarant que «nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé».

20. L'interdiction de la détention arbitraire fait partie du droit international coutumier et elle est reconnue comme une norme impérative du droit international général ou *jus cogens*; voir, entre autres, la pratique établie de l'Organisation des Nations Unies telle que décrite par le Comité des droits de l'homme dans son Observation générale n° 29 (2001) sur les états d'urgence (CCPR/C/21/Rev.1/Add.11, 31 août 2001, par. 11), que le Groupe de travail suit dans ses avis. On se référera également à l'arrêt rendu par la Cour internationale de Justice dans l'affaire *Ahmadou Sadio Diallo (République de Guinée c. République démocratique du Congo)* le 30 novembre 2010, et en particulier à l'opinion du juge Cançado Trindade sur l'arbitraire en droit international coutumier\*, avec laquelle le Groupe de travail est d'accord. Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, les autres instruments internationaux et la jurisprudence des organes conventionnels de l'ONU et autres organes compétents sont des sources importantes pour déterminer ce qui constitue la détention arbitraire en droit international coutumier. La jurisprudence constante des décisions rendues par le Groupe de travail dans ses avis et des autres titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, qui porte sur un large éventail d'instruments relatifs aux droits de l'homme et de dispositions du droit international coutumier, constitue une autre source.

21. Le Groupe de travail se penchera tout d'abord sur les questions relatives à la détention provisoire de Liu Xiaobo, en prenant pour point de départ les obligations découlant de l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme (voir rapport annuel 2009 du Groupe de travail, A/HRC/13/30, 15 janvier 2010, par. 61). Liu Xiaobo n'a pas été informé des raisons de son arrestation au moment où il a été arrêté et il n'a pas non plus été informé rapidement des charges retenues contre lui. Il n'a pas été présenté immédiatement à un juge. Il a été détenu au secret pendant une longue période et il n'a pas eu accès à un conseil. La détention provisoire de Liu Xiaobo constitue donc clairement une violation de l'article 9.

22. Le Groupe de travail s'intéressera ensuite au procès et à la condamnation de Liu Xiaobo. Le Gouvernement déclare que les citoyens chinois jouissent du droit à la liberté d'expression, y compris le droit de critiquer les autorités. Il fait valoir que l'exercice de la liberté d'expression peut être soumis à des restrictions en vertu des articles 51 et 54 de la Constitution de la République populaire de Chine et du paragraphe 3 de l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. L'article 51 de la Constitution dispose que les citoyens de la République populaire de Chine ne doivent pas, dans l'exercice de leurs libertés et de leurs droits, porter atteinte aux intérêts de l'État, de la société et de la collectivité, ainsi qu'aux libertés et droits des autres citoyens, prévus par la loi. L'article 54 dispose que les citoyens de la République populaire de Chine ont le devoir de défendre la sécurité, l'honneur et les intérêts de la patrie et qu'aucun acte pouvant y porter atteinte n'est permis. Le paragraphe 3 de l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques dispose que l'exercice des libertés prévues au paragraphe 2 du même article comporte des devoirs spéciaux et des responsabilités spéciales. Il peut en conséquence être soumis à certaines restrictions qui doivent toutefois être expressément fixées par la loi et qui sont nécessaires: a) au respect des droits ou de la réputation d'autrui; b) à la sauvegarde de la sécurité nationale, de l'ordre public, de la santé ou de la moralité

---

\* Voir, respectivement, Cour internationale de Justice, *Ahmadou Sadio Diallo (République de Guinée c. République démocratique du Congo)*, examen au fond, arrêt du 30 novembre 2010, *C.I.J. Recueil 2010*, par. 79, et Opinion individuelle du juge Cançado Trindade, p. 26 à 37, par. 107 à 142.

publiques. Le Gouvernement affirme que les critères justifiant les restrictions prévues au paragraphe 3 de l'article 19 du Pacte s'appliquent en l'espèce.

23. Le Groupe de travail prend pour point de départ les obligations qui découlent des articles 9 et 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le non-respect total ou partiel des normes internationales énoncées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme en ce qui concerne le droit à un procès équitable peut être d'une gravité telle que la privation de liberté, quelle qu'elle soit, revêt alors un caractère arbitraire. La manière dont le procès a été organisé constitue une violation du droit à une procédure équitable. Malgré la complexité des questions soulevées dans les affaires relatives à la liberté d'expression, la défense de Liu Xiaobo a été limitée à quatorze minutes. Sa détention relève donc de la catégorie III des critères applicables à l'examen des cas soumis au Groupe de travail.

24. Une détention est également arbitraire si elle résulte d'un jugement lié à l'exercice des droits et libertés inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

25. L'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme dispose que «tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit».

26. Les restrictions à la liberté d'expression politique doivent obéir à des critères très stricts. En l'espèce, le Gouvernement n'a pas fourni d'élément justifiant les atteintes à la liberté d'expression politique de Liu Xiaobo. Les motifs avancés par le Gouvernement ne respectent pas le principe de proportionnalité applicable à de telles restrictions. La détention de Liu Xiaobo relève donc aussi de la catégorie II des critères applicables à l'examen des cas soumis au Groupe de travail.

27. Le droit international coutumier prévoit un droit à réparation. Dans sa jurisprudence, le Groupe de travail a continué de développer, sur la base de principes généraux, le droit à un recours, qui est fondamentalement le droit d'être remis en liberté et d'être indemnisé. En l'espèce, Liu Xiaobo doit être libéré immédiatement. Il est en outre fondé à être indemnisé. Les raisons données pour justifier sa détention ne peuvent pas être utilisées pour rejeter une demande d'indemnisation.

#### **Avis et recommandations**

28. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant:

La privation de liberté de Liu Xiaobo est arbitraire en ce qu'elle est contraire aux articles 9, 10 et 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et relève des catégories II et III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

29. En conséquence, le Groupe de travail demande au Gouvernement chinois de prendre les mesures nécessaires pour remédier à la situation, notamment en libérant Liu Xiaobo et en lui accordant une réparation adéquate.

30. Le Groupe de travail saisit cette occasion pour inviter le Gouvernement chinois à ratifier le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

*[Adopté le 5 mai 2011]*